

PARIS, 7 JUILLET 1994

Déclarations du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé, à l'issue du petit déjeuner de travail avec le Premier ministre israélien, M. Yitzhak Rabin, et le ministre des Affaires étrangères, M. Shimon Peres

France - Proche-Orient - processus de paix

J'ai eu le plaisir d'accueillir ce matin M. Rabin et M. Peres. J'ai eu l'occasion de les féliciter à nouveau pour la brillante distinction qui leur a été décernée hier. Je leur ai dit aussi combien la France se réjouissait de voir que le processus de paix avançait dans la bonne direction et dans de bonnes conditions. Les derniers événements à Gaza et Jéricho en apportent la démonstration.

La France, plus que jamais, est décidée à apporter son soutien à ce processus, à la fois dans sa coopération bilatérale, dans le rôle qu'elle veut jouer au sein de l'Union européenne, et, également, dans les négociations multilatérales qui sont en train de dessiner l'avenir de la région.

Enfin, j'ai confirmé à M. Rabin et à M. Peres que la France ferait tout ce qui est en son pouvoir pour que les relations entre Israël et l'Union européenne puissent se renforcer. Je pense notamment à la négociation de l'accord de recherche et de développement qui doit permettre à Israël d'occuper une place particulière dans les travaux futurs de l'Union européenne.

PARIS, 7 JUILLET 1994

Interview du ministre délégué aux Affaires européennes, M. Alain Lamassoure, à la chaîne de télévision LCI - extraits -

Rwanda - intervention française

Q - L'invité de LCI ce matin, Alain Lamassoure, le ministre des Affaires européennes. Bonjour. Alors, avec vous dans un instant, nous allons bien sûr évoquer la succession prochaine de Jacques Delors, la rentrée du Parlement européen, mais d'abord, si vous le permettez, deux questions d'actualité plus immédiate. On a vu hier deux de vos amis politiques du Parti républicain, l'ancien Président Valéry Giscard d'Estaing et François Léotard, s'opposer durement sur le Rwanda. Quel est votre sentiment ?

R - Je crois que ce n'est pas une opposition d'hommes. C'est une divergence de vues sur l'opération Rwanda. Il faut bien comprendre que dans cette affaire du Rwanda, nous aurions préféré naturellement ne pas avoir à prendre l'initiative que nous avons prise. Si la France s'est mise en avant, c'est parce que personne d'autre ne voulait le faire. Il y a au fond deux catégories de pays sur la planète. Il y a ceux qui estiment qu'ils ont eu trop de liens dans le passé avec l'Afrique parce qu'ils étaient d'anciennes puissances coloniales et qui

disent "nous ne pouvons pas y aller" et puis il y a ceux qui disent "l'Afrique, nous ne connaissons pas. Nous n'avons aucune tradition de relations avec ce continent. Nous ne pouvons pas y aller". Au total, nous avons assisté à des massacres de centaines de milliers de personnes. Ce qui se passe depuis que les soldats français sont sur place, dans des conditions extrêmement difficiles, montre qu'il fallait absolument faire quelque chose et je suis heureux de constater que cette nuit le Conseil de sécurité de l'ONU a reconnu le bien-fondé de la zone humanitaire sûre que les troupes françaises ont constitué et protègent au sud-ouest du Rwanda.

Q - Mais quand François Léotard considère que les critiques de Valéry Giscard d'Estaing sont des critiques de la politique de Balladur pour des raisons de politique intérieure, pour simplement s'opposer en vue des présidentielles, votre opinion ?

R - Moi, je ne vais pas commenter les commentaires des autres. Ce qui est important, c'est que cette opération humanitaire jusqu'à présent s'est bien passée, que la communauté internationale la soutient et ce que nous devons obtenir, c'est le plus vite possible, un relais par l'ONU, par la force de l'ONU, la MINUAR.

Parlement européen - groupes politiques - répartition des élus RPR et UDF

Q - Alain Lamassoure, revenons donc aux affaires européennes avec le Parlement européen qui fait sa rentrée le 19 juillet. Les euro-députés RPR, en quelque sorte, avaient promis, ils s'étaient engagés à siéger au Parlement de Strasbourg avec des députés UDF. Or, depuis hier, on sait qu'ils vont faire bande à part.

R - Oui, c'est d'ailleurs plus compliqué parce qu'ils ont décidé de constituer un groupe particulier mais qui aura des relations privilégiées avec le groupe du Parti populaire européen.

Q - Il n'empêche qu'il n'y aura pas de groupe uni de la droite française, je dirais, dans la droite européenne.

R - Ce n'est pas encore tout à fait décidé. Moi, je plaide pour qu'on fasse ce que vous dites, c'est-à-dire que tous les Français de l'UDF et du RPR se regroupent au sein du groupe dit du Parti populaire européen. Pourquoi ? J'ai siégé moi-même au Parlement européen dans le parlement précédent. Qu'est-ce qui se passe ? Pour des raisons de forces politiques, en réalité, il y a deux grands groupes dans ce parlement. A gauche, le groupe socialiste. A droite, le groupe démocrate-chrétien du Parti populaire européen. Lorsque ces deux groupes sont d'accord, à eux seuls, ils ont la majorité. Lorsqu'ils ne sont pas d'accord, aucun des deux ne peut avoir la majorité sans l'autre. Donc, si vous voulez être efficace, si vous voulez que vos votes comptent, il faut être dans l'un de ces deux groupes. Et dans les fonctions que j'occupe, moi, je lance un appel aux députés européens français, "faites en sorte que votre organisation soit efficace pour que les intérêts de la France soient efficacement défendus à Strasbourg".

Q - Vous craignez que la France ne s'exprime d'une voix très faible finalement au Parlement de Strasbourg ?

R - Voix éparpillées et donc, les votes des Français